

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle 2019

N° 609 / Avril 2020

L'ÉCONOMIE DE MAYOTTE EN 2019

Une année de transition

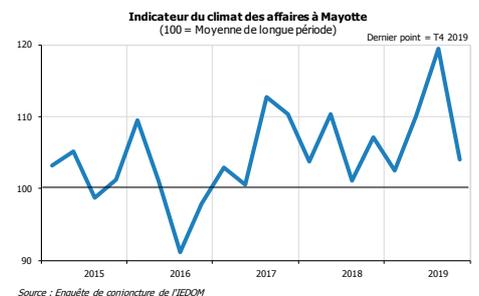
Faisant suite à un exercice 2018 marqué par les mouvements sociaux du début d'année, l'économie de Mayotte en 2019 s'est inscrite dans la continuité des actions mises en œuvre pour relancer l'activité après la crise sociale. Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA), en repli en début d'année, s'est positionné favorablement aux 2^e et 3^e trimestres avant un nouveau recul en fin d'année. Cette bonne orientation de la conjoncture s'est appuyée sur une consommation des ménages qui demeure solide, mais a également profité d'un climat social plus apaisé. Toutefois, en fin d'année, les chefs d'entreprise ont fait preuve de prudence, revoyant leurs prévisions à la baisse, notamment en termes d'activité et d'investissement, en raison d'un manque de visibilité sur la mise en œuvre des projets annoncés dans le cadre du contrat de convergence. Dans un contexte de réduction des prix, le commerce extérieur enregistre une hausse sensible des importations, portée principalement par les biens « durables » des ménages et des entreprises. La formalisation du marché du travail s'est renforcée en 2019, se traduisant par une hausse du nombre d'inscriptions à Pôle emploi. L'activité globale s'améliore, notamment pour le BTP et le commerce, tandis que les services marchands éprouvent des difficultés à se stabiliser. Pour sa part, le dynamisme de l'activité bancaire entrevu au cours des dernières années se maintient : la collecte d'épargne se renforce, après un ralentissement en 2018, et le soutien du système bancaire au financement de l'économie poursuit sa progression d'année en année.

Une conjoncture économique bien orientée mais fragile

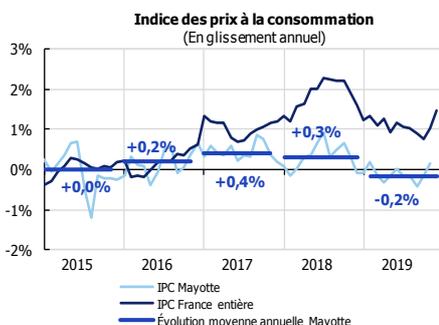
Un climat des affaires favorable

L'ICA se positionne au-dessus de sa moyenne de longue période sur l'ensemble de l'année 2019, signe d'un environnement des affaires jugé favorable par les chefs d'entreprise.

Le début d'exercice a été marqué par un repli, lié aux perturbations faisant suite à la mise en place des 35 heures, en particulier dans le commerce. L'ICA s'est ensuite renforcé sur les deuxième et troisième trimestres, porté par l'optimisme des chefs d'entreprise, en lien avec l'apaisement du climat social. Mais, leur prudence, principalement due aux tensions sur leur trésorerie, conduit à une baisse en fin d'année.



Une déflation portée par les produits manufacturés

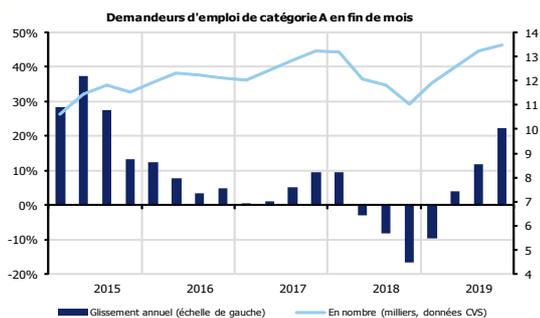


L'indice des prix diminue en moyenne de 0,2 % sur l'année 2019 (après +0,3 % en 2018), alors qu'il croît de 1,1 % pour la France entière.

Cette déflation est entièrement liée à la baisse continue des prix des produits manufacturés (-4,1 %, après -4,2 % en 2018, diminution pour la 6^e année consécutive).

À l'inverse, les prix de l'énergie maintiennent leur progression, à un rythme toujours moins soutenu (+2 %, après +3,4 % en 2018 et +5,7 % en 2017). L'inflation est également moins élevée pour les produits alimentaires (+0,7 %, après +2,9 % en 2018), tandis que la hausse des prix des services est légèrement plus prononcée (+1,8 %, après +1,5 % en 2018).

Reprise de la formalisation du marché du travail



Sources : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

La formalisation progressive du marché de l'emploi s'accompagne d'une hausse statistique de la demande d'emploi. Après la rupture observée en 2018, inhérente, entre autres, aux mouvements sociaux du début d'année, la demande d'emploi s'est renforcée progressivement en 2019.

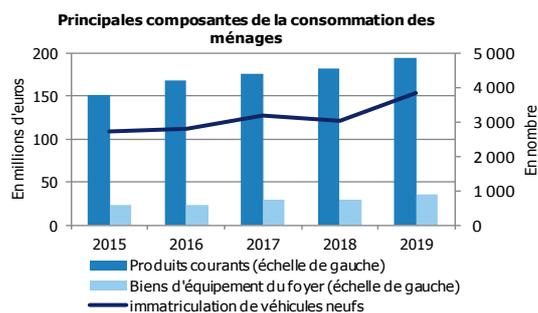
Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'accroît ainsi de 22,4 % par rapport à 2018 et s'établit à 13 394 personnes à fin décembre 2019.

L'ensemble des catégories d'âge, et aussi bien les femmes que les hommes (respectivement +26,3 % et +15,4 %), sont concernées par cette augmentation. Les demandeurs âgés de 25 à 49 ans enregistrent la croissance la plus importante (+29,2 %), suivis des moins de 25 ans (+11,3 %) et des plus de 50 ans (+10,2 %).

La consommation des ménages demeure solide

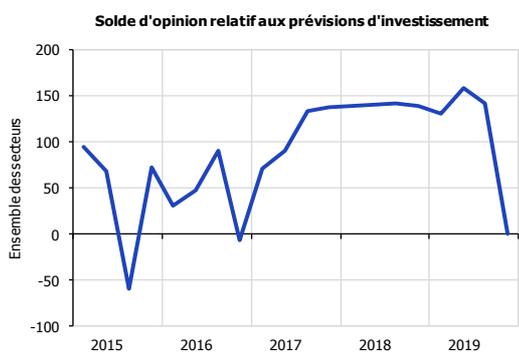
En 2019, l'économie de Mayotte est en grande partie portée par une consommation des ménages très dynamique, qui demeure le moteur principal de l'activité. En dépit des périodes relativement creuses observées aux 2^e et 3^e trimestres, la demande est restée soutenue dans son ensemble. Ainsi, les importations de produits courants ont maintenu leur progression (+6,9 % contre +3,5 % en 2018). Pour leur part, les importations de biens d'équipement du foyer, en repli en 2018, s'inscrivent à nouveau en hausse (+23,3 %, contre -0,6 % en 2018). Enfin, les immatriculations de véhicules neufs connaissent une croissance record de 26,7 % après un fléchissement de 5,0 % en 2018.

L'activité de crédit aux particuliers corrobore ce dynamisme. Les encours de crédits à la consommation croissent de 18,3 % (+15,8 % en 2018).



Sources : Douanes, Préfecture de Mayotte, calculs

Des intentions d'investissement freinées en fin d'année



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Les intentions d'investir sont orientées favorablement en 2019, à l'exception du dernier trimestre. Le repli sensible observé s'explique par la prudence adoptée par les chefs d'entreprise qui peinent à se projeter jusqu'à la fin de l'année, en dépit d'un climat social plus apaisé qu'en 2018. La concrétisation encore lointaine des projets prévus dans le cadre du contrat de convergence ne leur permet pas de remplir leurs carnets de commandes, ni de mobiliser des investissements.

Toutefois, les indicateurs macroéconomiques, favorablement orientés, atténuent ce pessimisme. En effet, les biens importés à destination des entreprises enregistrent une croissance sensiblement plus marquée qu'en 2018. Les biens d'équipement augmentent de 33,8 % (-6,5 % en 2018) et les biens intermédiaires de 17,1 % (+3,9 % en 2018).

Le financement bancaire du secteur privé poursuit sa progression, toutefois plus lente qu'en 2018 : l'encours total des crédits octroyés aux entreprises augmente de 1,8 % en 2019, contre +6 % en 2018. L'encours des crédits d'investissement, qui représente 59 % de l'encours total, se stabilise (+0,4 %, contre -4 % en 2018). L'encours des crédits à l'habitat continue de croître (+8,3 %), mais à un rythme beaucoup moins important qu'en 2018 (+31 %).

Croissance marquée des importations

Après une progression ralentie en 2018 (+2,8 % après +7,5 % en 2017), les importations enregistrent une hausse marquée en 2019 (+15,9 %). Cette croissance vigoureuse est portée tant par la demande des entreprises que par celle des ménages, mais se traduit différemment selon le type de bien.

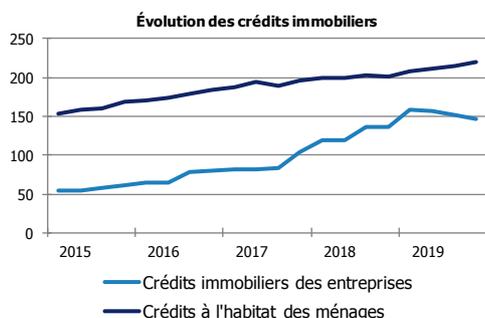
Les importations des biens dits « durables », tels que les biens d'équipement professionnels et du foyer, en recul en 2018 (respectivement -6,5 % et -0,6 %), progressent à nouveau (respectivement +33,8 % et +23,3 %). S'agissant des biens intermédiaires (+17,1 %) et des produits courants (+6,9 %), leurs importations, croissantes sur le moyen long terme, se renforcent par rapport à 2018 (respectivement +3,9 % et +3,5 %). Les exportations continuent de régresser (-7,6 % après -1,4 % en 2018), creusant davantage le déficit de la balance commerciale qui s'établit à 647,7 millions d'euros, soit une dégradation de 16,2 %.

Une activité globale en progrès

Une activité industrielle favorable

Hormis le dernier trimestre de l'année, pendant lequel l'activité a été en repli, le secteur industriel a bénéficié d'une conjoncture économique favorable sur toute l'année. Les chefs d'entreprise du secteur font état notamment d'une amélioration des différents indicateurs (charges, trésorerie, embauches, stocks) à l'exception d'une détérioration des délais de paiement en fin d'année. L'activité industrielle reste toutefois faible sur le territoire et ne représente qu'une part minime du tissu économique mahorais.

BTP : une activité améliorée mais des tensions de trésorerie récurrentes



Source : IEDOM-Surfi

Après un début d'année difficile, le secteur du BTP s'est progressivement redressé, les chefs d'entreprise faisant état d'un nombre croissant de chantiers à assurer accompagné d'une amélioration de leurs charges. Pour autant, quand bien même les décaissements de certaines collectivités locales au cours du 3^e trimestre améliorent leur situation financière, ils déclarent être pénalisés sur l'ensemble de l'année par des délais de paiement structurellement longs qui fragilisent leur trésorerie. Par ailleurs, ils sont dans l'expectative de la concrétisation du contrat de convergence, prometteur de regain d'activité dans le secteur, mais encore trop lointaine pour mobiliser des investissements sur le court terme.

Bien que représentant une part minime dans l'activité du secteur, l'investissement immobilier continue sa progression. Cette évolution concerne particulièrement les prêts aux ménages dont l'encours progresse toute l'année (+8,9 % contre +2,6 % en 2018). Pour sa part, après une croissance au 1^{er} trimestre, l'encours de crédit des entreprises est en recul sur le reste de l'année, et enregistre finalement une croissance moins soutenue par rapport à l'année précédente (+8,3 % contre +31 % en 2018).

Un secteur commercial résilient, porté par la consommation

La première moitié de l'année se caractérise par un climat dégradé dans le secteur du commerce. Le deuxième semestre renoue avec une activité orientée favorablement, qui s'accompagne d'une reprise de l'embauche. Le dynamisme de la consommation des ménages, source d'activité pour la filière, est modéré par des difficultés liées à la structuration du secteur commercial à Mayotte. D'une part, la concurrence accrue dans le secteur, en particulier dans le commerce de détail, entraîne une baisse de fréquentation pour certains points de vente. D'autre part, les chefs d'entreprise déplorent des charges d'exploitation qui continuent de peser sur leur bilan et font état de trésoreries fragiles. En outre, au quatrième trimestre, les mouvements sociaux dans l'Hexagone ont entraîné des difficultés sur les approvisionnements maritimes, générant des ruptures dans la gestion des stocks.

Un secteur tertiaire en difficulté mais optimiste

Après une année 2018 très mal orientée, le secteur des services enregistre un rebond d'activité au 1^{er} trimestre 2019. Mais cette amélioration temporaire est suivie pour le reste de l'année, d'une perception défavorable des chefs d'entreprise. Malgré cette baisse d'activité, ils témoignent toutefois, aux 2^e et 3^e trimestres, d'une amélioration de leur situation financière, avec un renforcement des trésoreries, une baisse des charges et une amélioration des délais de paiement. Au 4^e trimestre, ces indicateurs se détériorent à nouveau. En dépit de ces fragilités, l'embauche dans le secteur est dynamique, l'investissement croissant et les chefs d'entreprise toujours optimistes dans leurs prévisions d'activité, anticipant systématiquement un redressement de leur volume d'affaires.

Le trafic aérien repart à la hausse

Après une relative stabilité en 2018 (+0,4 %), le trafic aérien de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi enregistre une croissance de 3,9 % en 2019. Cette hausse intervient dans un contexte où le nombre de rotations de vols se réduit de 20,4 % par rapport à 2018. Le taux de remplissage des avions continue donc d'être de plus en plus élevé.

En octobre 2019, lors de la visite présidentielle, l'annonce de la construction d'une piste longue a suscité des espoirs d'ouverture à la concurrence du marché aérien et de possibles réductions des prix dans les années à venir.



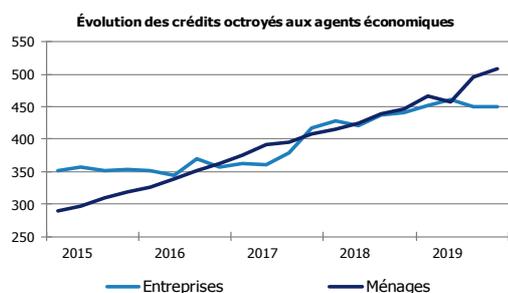
Sources : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

Une activité bancaire dynamique

La collecte d'épargne se renforce

En 2019, les actifs financiers détenus par les Mahorais se renforcent (+11 %) et s'établissent à 705,6 millions d'euros. Après le léger ralentissement de 2018 (+1,6 %), la croissance de l'épargne retrouve un rythme similaire à ceux de 2016 et 2017 (respectivement +13,6 % et +9,8 %). Les dépôts à vue sont particulièrement dynamiques (+15,8 % contre -0,2 % en 2018). Ils constituent 64,4 % de la ressource, soit 454,8 millions d'euros. Les placements liquides ou à court terme progressent de façon plus mesurée (+2,4 % contre +4,8 % en 2018) et s'élèvent à 147,3 millions d'euros. Enfin, l'épargne à long terme croît de 4,6 % (+4,7 % en 2018) pour se porter à 103,5 millions d'euros.

Une demande de financement portée par les ménages



Source : IEDOM, Surfi

Fin 2019, l'encours brut total des crédits accordés à l'économie mahoraise par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) progresse de 7,1 % pour s'établir à 1 310,7 millions d'euros.

L'activité de crédit aux ménages est dynamique. Le crédit à la consommation maintient une croissance vigoureuse de 18,3 % (+15,8 % en 2018), porté par la reprise de la vente des véhicules neufs. Le crédit à l'habitat s'accroît sensiblement (+8,9 % contre +2,6 % en 2018).

La progression des encours est plus modérée en faveur des entreprises. Après le fléchissement de 2018 (-4 %), les crédits à l'investissement sont quasi stables (+0,4 %). La croissance des crédits à l'habitat ralentit (+8,3 % contre 31 % en 2018) et les crédits d'exploitation se contractent de 11,8 % (contre +11,5 % en 2018).

Enfin, le financement à destination des collectivités locales, majoritairement composé de crédits d'investissement, augmente de 12,6 % (contre +17,4 % en 2018).

Une sinistralité biaisée par les encours des collectivités locales

En 2019, le taux de créances douteuses gagne 1,4 point et s'établit à 5,9 %, soit un encours de créances douteuses brutes de 63,7 millions d'euros. Alors que les créances douteuses des entreprises et des ménages sont en recul, celles des collectivités locales s'envolent au premier trimestre, atteignant 26,8 millions d'euros en fin d'année, soit une croissance de 384,9 % par rapport à 2018. Cette évolution est entièrement imputable à la dégradation de la situation financière d'une collectivité publique locale. Ainsi, en dépit de la progression des douteux, le taux de provisionnement décroît (-3,8 points, soit 28,5 %). En neutralisant l'impact lié à cet établissement, le taux de créances douteuses ressort à 3,9 %, soit 0,6 point de moins qu'en 2018.

2020 : quels impacts de la crise sanitaire du Covid-19 ?

Si l'année 2019 a servi de transition pour consolider la reprise entamée après la crise de 2018, les anticipations des chefs d'entreprise sur le début de l'année 2020, formulées avant que ne survienne la crise sanitaire, étaient pessimistes avec des incertitudes nourries par les difficultés à se projeter sur le moyen-long terme. Si la consommation s'est consolidée et continue de jouer son rôle de moteur de l'activité économique à Mayotte, les prévisions d'investissement laissent apparaître un certain pessimisme sur l'évolution de la conjoncture économique en 2020. Outre les difficultés quasi structurelles liées notamment à l'allongement des délais de paiement et la rareté d'une main-d'œuvre qualifiée, les entreprises craignaient également une concrétisation lente et tardive du contrat de convergence, alors que ce dernier est attendu pour soutenir l'activité et propulser les investissements.

Ces constats sont désormais à relativiser et à reconsidérer face aux graves conséquences attendues de la crise sanitaire du Coronavirus Covid-19 sur l'activité économique. En effet, les acteurs socioéconomiques concentrent désormais tous leurs efforts pour limiter les difficultés futures (baisse du chiffre d'affaires, tensions de trésorerie, etc.) à la suite de la cessation d'une majeure partie de l'activité du secteur privé. Ainsi, l'évolution de la conjoncture économique en 2020 dépendra essentiellement de l'efficacité des actions et mesures mises en œuvre pour aider les entreprises à traverser cette crise afin d'en restreindre les impacts.